

## 10 ans après le renversement du dictateur Ben Ali, le peuple tunisien de nouveau dans la rue!

### Questions posées à nos camarades du PPDS tunisien

**L**ors des élections présidentielle et législative en Tunisie, la gauche s'est divisée et a été électoralement laminée alors que les précédentes laissaient entrevoir un espoir qui est certainement une des raisons de l'assassinat non encore totalement élucidé de Chokri Belaïd. A l'occasion des 10 ans de la fuite de l'autocrate Ben Ali suite à la formidable révolte des travailleurs et du peuple tunisien, nous donnons la parole à notre camarade Housseem Hablani, porte parole du PPDS tunisien (Parti des Patriotes Démocrates Socialistes, organisation marxiste léniniste tunisienne).

Nous publions également une analyse du dirigeant du PT (Parti des travailleurs) Hamma Hammami au sujet des soulèvements populaires qui sont actuellement réprimés en Tunisie.

**Votre analyse politique affirme que le processus révolutionnaire qui se déroule en Tunisie suit plusieurs phases depuis les années 80 : Comment inscrivez-vous les soulèvements populaires ces derniers jours dans ce processus ?**

La révolution est tout un processus progressif qui commence par l'émeute et le soulèvement jusqu'à arriver à la révolution qui transforme entièrement la société. Sachant bien sûr qu'on peut avoir plusieurs soulèvements sans pourtant parler d'une révolution. Comme dans le cas tunisien. La Tunisie vit depuis les années 70 du siècle précédent jusqu'aujourd'hui dans un long parcours révolutionnaire, malheureusement il n'a pas abouti à un vrai bouleversement social en faveur du socialisme, mais, l'expérience politique que le peuple a accumulé est extrêmement importante. Le peuple est sorti le 26 janvier 1978 pour dire NON à la politique répressive et policière du régime bourgeois, puis ce fut le soulèvement du 03 janvier 1984 contre la hausse des prix des produits alimentaires, ensuite, les soulèvements dans le bassin minier à Gafsa en 2008, et en 2011 le soulèvement le plus avancé, qui a eu comme résultat un bouleversement politique menant à la fuite de Ben Ali et un changement de régime politique de présidentiel à parlementaire, pour plus de liberté politique. Mais ce changement était loin d'installer la vraie justice transitionnelle qui se base sur la liberté et la dignité et sur le développement économique et social. Cette nouvelle machine politique depuis 2011, gérée par les obscurantistes, les islamistes, n'a fait que poursuivre la même politique d'injustice contre le peuple, ce qui a engendré plus d'appauvrissement et de misère. Cela a attisé le soulèvement populaire encore une fois, qui s'inscrit bel et bien dans ce qu'on appelle le processus révolutionnaire.

**Que répondez-vous aux médias officiels qui répètent depuis le début des affrontements qu'il s'agit de bandits et de terroristes ?**

Certes, toutes les politiques du système d'aujourd'hui incriminent les soulèvements populaires. Les dirigeants vont, à travers les médias qui collaborent, accuser les jeunes qui protestent de bandits et de terroristes. Mais nous connaissons cette politique qu'on a pensé finie avec l'ancien régime. Notre parti a participé aux protestations et nous soutenons fortement la jeunesse révoltée, et au contraire de plusieurs partis du centre et de la droite, nous avons insisté sur le fait que même si on vole ou on casse pendant la révolte, ce sont les actes de ceux qu'on a trop longtemps méprisé et appauvri, ces jeunes sont les victimes du régime corrompu et mafieux. Toutefois, notre rôle en tant que révolutionnaires et intelligentsia est d'augmenter la conscience de ces jeunes révoltés et de les orienter pour qu'ils ne soient plus des victimes passives et pour les protéger contre toutes sortes de manipulations quelles qu'elles soient, et enfin les guider sur le chemin de la révolution.

**Il y a sans doute un lien direct entre ces soulèvements populaires et les conséquences économiques et sociales de la crise sanitaire qui sévissent depuis des mois en Tunisie, avec l'étincelle du couvre-feu décrété pendant la célébration des 10 ans de la révolte populaire qui a fait tomber le dictateur Ben Ali : Quel est le contexte social et économique qui conduit à la situation actuelle ? Quelle est la place des puissances impérialistes, dont la France, dans cette crise ?**

Depuis 2011, la Tunisie et son peuple subissaient toutes sortes de violations, car ceux qui ont pris la place de l'ancien régime ont été pires que leurs prédécesseurs : ils ont trouvé un pays fortement épuisé, et au lieu de le reconstruire ils l'ont détruit. En effet, il n'y a pas de soulèvement sans raisons et sans motifs ; l'injustice sociale, les politiques non patriotiques, la corruption, les inégalités, et plusieurs autres causes, sont à la base de ces révoltes populaires. Outre la pauvreté, on est obligé de subir les conséquences néfastes du COVID19 qu'on était capable de surmonter, si ce n'est les décisions arbitraires prises par la mafia politique et commerciale qui pensaient investir dans l'épidémie au lieu de fournir l'infrastructure sanitaire et monétaire pour lutter contre ce fléau. Comment donc un peuple qui témoigne de ces politiques d'exploitation atroce peut supporter un couvre feu qui ne fait qu'augmenter ses malheurs ! Concernant la place des puissances impérialistes,



notamment la France en Tunisie, on le sait très bien, et on est conscient de cette intervention obscène, et qu'un pays semi colonisé comme le nôtre ne peut être qu'un terrain fertile pour les grandes puissances occidentales pour y piller les richesses et exploiter la main d'œuvre locale. En fait, la dernière période difficile sur le plan sanitaire et économique nous a dévoilé le vrai visage de l'impérialisme qui ne considère pas la santé humaine : il y a l'Italie qui nous envoie ses ordures, il y a la France qui épuise notre terre et notre classe ouvrière (les usines françaises qui n'ont pas appliqué les règles du confinement, ce qui a augmenté la contamination), Les USA qui nous envoient des fourgons pour faire face au soulèvement populaire... Je dirais que s'il y a un fléau plus mortel que la Corona virus, c'est bien l'impérialisme.

**La période ouvre-t-elle une possibilité de recomposition pour les forces révolutionnaires tunisiennes et de préparer l'avenir ?**

Nous gardons toujours l'espoir en tant que révolutionnaires, dans la coalition des forces patriotiques démocratiques et toute la gauche, et dans l'avenir aussi. Car effectivement notre parti a présenté depuis son dernier congrès du 28/29/30 août 2020 tout un programme de coalition des partis patriotes démocrates qui sera elle-même un appel à la reconstruction d'un front populaire porteur d'une nouvelle vision et qui réunira démocratiquement toute les forces de la gauche révolutionnaire. Je ne vous cache pas qu'un tel processus peut prendre du temps bien qu'on se soit mis d'accord avec plusieurs partis pour organiser des événements de protestations et de soutien au peuple révolté : ça marche, en fait, et on espère améliorer l'entente pour atteindre notre but, qui est la construction de la plus grande coalition de gauche pour renverser le régime actuel et bâtir l'avenir qui sera l'indépendance totale et le socialisme.



# Dix années ont passé, que reste-t-il de la révolution tunisienne ? L'analyse de Hamma Hammami

Publié par La Flamme N° 385, organe politique du Parti Communiste du Bénin (PCB), 14 Janvier 2021

**C**ela fait dix années que Ben Ali a quitté le pouvoir. Le peuple s'est mobilisé, des semaines durant entre décembre 2010 et janvier 2011. Une mobilisation partie de la colère de la jeunesse touchée par le chômage, la pauvreté puis une colère qui embrase le pays, puis une région du monde. Malgré la répression, Ben Ali a fini par quitter le pays pour rejoindre l'Arabie saoudite, le 14 janvier 2011. Dix ans après, quel regard porter sur cette révolution et son bilan ? C'est ce que propose Hamma Hammami, dans cette analyse inédite pour *Le Monde en Commun*. Cette analyse inédite a été rédigée par Hamma Hammami, militant des droits de l'homme tunisien, longtemps emprisonné sous Ben Ali, il a été le porte-parole du Front populaire, alliance née de la révolution tunisienne dont plusieurs de ses leaders ont été assassinés en 2013 (comme Chokri Belaïd).

Dix ans après cette date mémorable du 14 janvier qui a vu s'écrouler la poigne de fer et s'enfuir le dictateur, le bilan de cette décennie semble très controversé. Faut-il insulter la révolution et le peuple qui l'a déclenchée, comme le font les nostalgiques de l'ancien régime ? Ou continuer à croire que le processus révolutionnaire déclenché ce jour-là est encore en cours malgré toutes les difficultés et les tentatives répétées de récupération ?

Si la révolution tunisienne a eu un seul mérite, c'est celui d'avoir détruit le mur de la peur par lequel le dictateur régnait, d'avoir ouvert la voie aux peuples dans pas moins de douze pays arabes pour se soulever contre leurs dictateurs, d'avoir revendiqué et obtenu dans une large mesure l'exercice des libertés.

Mais cela est-il suffisant pour prétendre, comme le font les nouveaux parvenus, que le bilan est positif ? Pas du tout. En effet, face à l'élan révolutionnaire du peuple et sa détermination à aller jusqu'au bout, la bourgeoisie compradore (il s'agit de la bourgeoisie intérieure, qui tient sa position du commerce avec l'extérieur) n'a pas perdu de temps pour se réorganiser et préparer la contre-offensive. Depuis, elle a multiplié les manœuvres pour mettre fin au processus révolutionnaire ou du moins le détourner de ses objectifs et en faire une pièce du décor de ladite transition démocratique. Depuis, de nombreuses batailles ont été menées, certaines, politiques, pour faire barrage au retour de la dictature, d'autres, économiques et sociales, pour concrétiser les aspirations des couches populaires pour une vie meilleure. Et s'il y a des acquis sur le premier plan, la situation empire sur le second. Aujourd'hui, le pays est en crise, une crise profonde et multidimensionnelle. Les gouvernements qui se sont succédé depuis 2011

ont été incapables d'y apporter une quelconque solution, puisqu'ils ne peuvent toucher au modèle de développement adopté depuis le règne de Ben Ali et approuvé par ses successeurs, modèle basé sur la dépendance totale vis-à-vis des puissances impérialistes et leurs instruments financiers, et sur l'injustice sociale sur le plan intérieur.

Si bien que le rapport des forces au terme de cette décennie semble pencher du côté de la contre-révolution; mais cette impression n'est que relative, car le peuple n'a pas dit son dernier mot.

En effet, durant dix ans, il a montré une grande capacité de résistance et il n'a cédé sur aucune revendication. Les mobilisations sociales ont pris de l'ampleur et ne sont plus limitées dans le temps. Elles gagnent par leur étendue géographique, par leurs formes, mais également par la diversité des revendications : elles s'organisent contre la dégradation générale des conditions de vie, contre l'injustice sociale, contre les déséquilibres régionaux, contre la marginalisation et la précarisation, contre la corruption, le népotisme... et elles se caractérisent également par l'élargissement des couches sociales qui y prennent part.

Bref, elles tournent autour du slogan central scandé par les milliers de Tunisiens dans les glorieuses journées de janvier 2011, à savoir « emploi, liberté, et dignité nationale », un slogan fédérateur qui résume les principales aspirations des classes populaires tunisiennes, et qui continue à résonner dans tous les mouvements de protestation.

Aujourd'hui, avec le pourrissement des rapports au sein de la classe dirigeante qui ne parvient pas à dégager des représentants qui pourraient obtenir la reconnaissance d'une majorité et qui se manifeste aujourd'hui par les luttes intestines entre les têtes du pouvoir exécutif et législatif, la légitimité du pouvoir en place est remise en cause. Le pays est au bord de la banqueroute et il semble de plus en plus ingouvernable et tous les ingrédients de la situation d'avant 2011 sont aujourd'hui présents.

Voilà pourquoi les appels à la raison, au dialogue national ne sont que de fausses alternatives dont l'objectif est de sauver le système politique mis en place au lendemain des élections d'octobre 2011. Les appels à l'amendement de la constitution pour instaurer un régime dans lequel le président de la république jouirait de larges pouvoirs, au changement du système électoral pour barrer la route à l'opposition démocratique ne trouvent pas d'oreille consentante.

Pour les forces révolutionnaires et démocratiques, le mal est inhérent au système qu'il faudra balayer.